

gros budgets. Il nous faut donc repenser nos politiques de manière à tendre vers un équilibre qui donne une chance à nos agriculteurs.

Le premier ministre a entamé ce processus lorsqu'il a soulevé la question des subventions agricoles au Sommet de Tokyo - c'était d'ailleurs la première fois que les participants se penchaient sur ce dossier. Nous avons vigoureusement poursuivi cette initiative lors de rencontres à Vancouver, en Thaïlande, à Cairns en Australie et finalement en Uruguay, à la réunion du GATT. À Punta del Este, j'ai fait observer que le GATT avait la fâcheuse habitude de négliger les questions agricoles. Aujourd'hui, il s'est défait de cette habitude. Les subventions agricoles seront l'une des priorités de la nouvelle série de négociations et, à ce chapitre, une large part du crédit revient au Canada.

Monsieur le Président, la promotion des droits de la personne est l'une des pierres d'angle de notre politique. Le premier ministre a été catégorique dans les déclarations qu'il a faites sur les droits de la personne durant sa tournée asiatique. J'ai traité de cette question à maintes reprises ici et à l'étranger. En outre, nous avons pris des mesures concrètes à l'appui de nos déclarations. C'est ainsi que, le mois dernier, nous avons modifié notre politique touchant les produits d'exportation contrôlée de façon à interdire l'exportation de matériel militaire vers les pays dont les gouvernements persistent à violer les droits de leurs citoyens.

Le 12 juin, j'ai rapporté à la Chambre la réaction du gouvernement au rapport du Groupe des personnes éminentes du Commonwealth. En août, le premier ministre et six autres dirigeants du Commonwealth se sont réunis à Londres pour étudier le rapport et recommander de nouvelles mesures. Tous ont reconnu que les autorités de Pretoria ne s'étaient d'aucune façon montrées disposées à mettre fin à l'apartheid. Six des pays, y compris le Canada, ont convenu de mettre en place un ensemble de onze mesures pour amener le gouvernement sud-africain à réexaminer sa position. Le gouvernement du Royaume-Uni a convenu, de son côté, de mettre en oeuvre deux mesures nationales ainsi qu'une autre mesure avec ses partenaires de la Communauté européenne.

Les six pays ont demandé au reste du Commonwealth et à la communauté internationale dans son ensemble, et tout particulièrement aux pays qui ont des relations économiques importantes avec l'Afrique du Sud, de faire leur la liste des mesures adoptées. Nous avons été en contact avec ces